

De la naturalisation des interactions sociales à l'inversion de la  
solidarité :  
L'État social actif comme nouveau paradigme de la justice sociale

Christian Arnsperger  
FNRS & Chaire Hoover

Vendredi 5 septembre 2003

*Article à paraître dans un volume collectif sur l'Etat Social Actif  
édité par pascal Vielle et Philippe Pochet, Peter Lang, 2004.*

Discutée et disputée sous des formes diverses dans différents pays occidentaux (Allemagne, Belgique, Etats-Unis, France, Royaume-Uni) depuis le milieu des années 1990, la notion d'*Etat social actif (ESA)* est un hybride : ni pleinement projet, ni pleinement réalisation, elle « flotte » pour ainsi dire entre, d'une part, des aspects déjà profondément ancrés dans nos systèmes existants de protection sociale et, d'autre part, des aspects programmatiques, voire utopiques. Le « flottement » en question est d'un type très particulier : d'une vision de l'Etat providence comme étant, dans sa réalisation au sein d'un capitalisme hégémonique, une trahison du projet socialiste radical (Callinicos, 2000), on est passé peu à peu à une vision de l'Etat social comme un corps nécessitant une perpétuelle adaptation à des changements structurels de la société moderne et du système économique capitaliste contemporain (Callinicos, 2001). L'ESA relève de cette seconde optique.

L'une de ses idées fondatrices est qu'une société juste est une société dans laquelle chaque trajectoire individuelle d'existence reçoit les chances maximales d'interférer minimalement dans toutes les autres trajectoires individuelles d'existence. La notion classique de solidarité, selon laquelle la collectivité est responsable envers les individus, s'en voit restreinte, voire même pour partie *inversée* en une notion nouvelle en apparence, que l'on pourrait appeler un *solidarisme responsabiliste* : il incombe à chaque individu de peser le moins possible sur l'ensemble des autres individus ; et il incombe, en retour, à la collectivité de donner à chaque individu les moyens lui permettant de réduire au maximum la charge qu'il représente pour les autres.

L'objectif de cette étude est de découvrir les « racines profondes » de ce solidarisme responsabiliste, en commençant par mettre au jour les soubassements philosophiques les plus élémentaires de l'ESA (section 1), avant de montrer comment ces soubassements nous ont fait passer à une ontologie sociale « flexibiliste » et à une vision de la collectivité « proactive » (section 2), pour enfin déboucher sur l'inversion de la solidarité et l'avènement du paradigme d'un « État-entrepreneur » (section 3).

## 1. Les soubassements philosophiques de l'Etat social actif

### 1.1. Solidarisme responsabiliste et « société-support »

Si j'ai dit que le solidarisme responsabiliste était une notion nouvelle *en apparence*, c'est qu'en réalité il renvoie à une très ancienne conception du collectif, conception fondatrice du libéralisme britannique et caricaturé à l'extrême par l'insigne dicton thatchérien : *there is no society, there are only individuals*. Ce sont le « no » et le « only » tels qu'ils sont placés qui, bien entendu, rendent cette phrase caricaturale ; elle prend tout son sens si on place ces mots autrement : *there is no society that is made up of anything but individuals*, ou bien : *society is made up of nothing but individuals* — formulations qui, l'une comme l'autre, font de « la société » une pure résultante, un effet annexe si l'on veut, de l'interaction des individus. On pourrait même aller jusqu'à dire que la notion de « société » est, dans cette vision de choses, un simple *effet de perspective ou de théorie*, lié au fait qu'un observateur embrasse du regard un certain ensemble d'individus et constate que leurs interactions sont soumises à des règles, des régularités, des « effets de système », voire une certaine « clôture opératoire » (Luhmann, 2002 : 91-100), qui permettent de *représenter* leur interaction comme une interaction *sociale*. Cependant, ce qui fonde et rend possible ce regard d'ensemble lui-même, c'est bien l'ensemble des individus en question ; « la société » est un construit théorique *a posteriori*, rendu possible par le fait que ce avec quoi il est construit est l'ensemble des individus, de sorte qu'il n'y a de société que les individus qui lui préexistent (Macpherson, 1962 ; Taylor, 1979 ; Manent, 1987 ; Dupuy, 1992).

La spécificité de l'actualisation présente de cet ancien schéma épistémologique réside dans son couplage avec au moins deux courants qui l'inscrivent résolument dans la modernité tardive — disons, dans l'« autre modernité » (Beck, 1986) d'après 1980 : d'une part, un courant *connexionniste* (Castells, 1996 ; Shapiro et Varian, 1998 ; Boltanski et Chiapello, 1999 ; Rifkin, 2000) qui insiste sur l'emprise croissante des réseaux et des logiques de

connexion au sein d'un paradigme de la *knowledge economy* (Stehr, 2002) ; d'autre part, un courant *néo-existentialiste* (Beck, 1986 ; Beck et Beck-Gernsheim, 1994 ; Giddens, 1991, 1994) qui voit l'identité individuelle comme ce qui se forge en tant que trajectoire au sein d'un monde habit par des risques inédits et des angoisses nouvelles liées, pour l'essentiel, aux mutations technoscientifiques et à la globalisation socioéconomique. Mécanicisme et sensibilité « néo-romantique » se conjuguent pour donner de la société une description inédite : celle d'un *réseau de trajectoires individuelles d'existence*, chacune orientée vers l'accomplissement de son *identité authentique*, mais toutes « réflexives » (Beck, Giddens et Lash, 1996), c'est-à-dire conscientes de leur inéluctable insertion dans des *contraintes systémiques* (technologiques, économiques) qui rendent nécessaire un *mélange délicat d'adaptabilité et d'entrepreneuriat existentiel*. Se croisant soit directement — au sein d'organisation professionnelles ou d'associations volontaires — soit indirectement — par l'intermédiaire des mécanismes et des règles de l'interaction socioéconomiques — ces trajectoires individuelles d'existence « tissent » pour ainsi dire la société, rendant repérable *a posteriori* un « tissu social » qui, quoique réductible à l'*ensemble* des trajectoires qui le forment, sert malgré tout de support à *chacune* de ces trajectoires.

On peut dès lors parler, de façon assez précise, de *société-support* ou de *société-soutien* pour caractériser la variante contemporaine du paradigme libéral : une grande part de la capacité réflexive de chaque individu réside dans son aptitude à se rendre compte qu'il est un fil au sein d'un tissu qui, une fois constitué, soutient chacun des fils qui le composent. Soyons plus précis encore : une trajectoire réflexive d'existence est une trajectoire consciente de ce qu'elle soutient toutes les autres trajectoires tout en étant soutenue par elles, de sorte que *chaque individu réflexif est censé reconnaître qu'il accapare à tout moment des ressources qui, nécessairement, ne sont plus disponibles pour autrui*. Dans la logique de la métaphore du tissage, on pourrait dire que la qualité de chacun des fils — donc la qualité de la tapisserie — dépendra de l'aptitude de chacun des autres fils à se fortifier par lui-même en minimisant la quantité de matière qu'il s'accapare par le biais des possibilités offertes par la tapisserie ...

## 1.2. L'État social comme « métier à tisser »

Il faut bien voir que nous avons affaire, dans cette métaphore, à une « tapisserie » d'un type très particulier : d'une part chaque « fil », en tant que trajectoire individuelle d'existence, est pour ainsi dire automoteur, il n'est pas du tout inerte à la manière d'un fil de coton mais s'auto-propulse ; d'autre part, pour cette auto-propulsion *chaque* « fil » se nourrit pour ainsi dire de la tapisserie que forment ensemble *tous* les « fils ». C'est l'entrelacement des

trajectoires qui rend possible chacune d'entre elles — mais à des degrés qualitativement très divers, évidemment. C'est ici qu'intervient la notion de *justice sociale*, en lien avec l'idée d'*accomplissement* de chaque trajectoire, ou plutôt d'*auto-accomplissement en tant qu'auto-identité dynamique* (Giddens, 1991 développe cette idée de *self-identity*). Pour le dire de façon succincte : toutes les « modalités d'entrelacement » ne permettront pas à chacune des trajectoires de s'auto-accomplir au même degré.

Il n'est guère surprenant de constater qu'à ce stade, la poursuite de la métaphore nécessite l'introduction d'une entité nouvelle, et à bien des égards paradoxale : celle formée par la conjonction du « métier à tisser » sur lequel les fils sont conduits et du « tisserand » qui actionne ce métier. Vu le type particulier de tapisserie auquel nous avons affaire, et dans lequel chaque « fil » participe de façon en partie autonome au tissage, le tisserand ne se trouve pas en présence de fils inertes qu'il pousse mécaniquement les uns contre les autres à l'aide d'un mouvement répété et sans cesse identique de son métier. Écraser les trajectoires les unes contre les autres reviendrait à les *rendre inertes*, donc à les « tuer » en niant leurs potentialités d'auto-accomplissement. Il lui faut trouver des manières d'entrelacer les fils qui fassent droit au caractère auto-propulsé de chaque trajectoire, c'est-à-dire qui ne « plaquent » pas sur les trajectoires individuelles un « patron » ou un schéma préalable. La société sera d'autant plus juste que le mode d'entrelacement des trajectoires d'existence aura réussi à respecter la nature propre (c'est-à-dire la visée particulière d'auto-accomplissement) de chacune des trajectoires d'existence tout en faisant en sorte que la conjonction de toutes les trajectoires d'existence forme un « tissu » tel que le degré d'accomplissement de la nature de chacune des trajectoires d'existence soit maximal étant donné le degré d'accomplissement atteint par chacune des autres trajectoires d'existence.

Définissons l'Etat social comme l'ensemble des institutions publiques ayant pour but de rendre la société aussi juste que possible, par la visée de certains objectifs normatifs et par l'utilisation d'instruments adéquats (Hall, 1993). Ici, l'Etat social sera alors, en quelque sorte, le « *support du support* », c'est-à-dire le « métier à tisser » qui supporte la « tapisserie » qui, à son tour, supporte les « fils » qui la composent. Comme nous allons le préciser dans un instant, c'est cette notion de *support*, contrairement à des notions distinctes comme l'intervention ou l'encadrement, qui spécifie l'actualisation contemporaine de l'Etat libéral dans sa vocation *activatrice* ou *proactive* : l'ESA se réfléchit lui-même comme le support de second degré, pourrait-on dire, des trajectoires individuelles d'existence — support destiné à « orchestrer » l'entrelacement dynamique de ces trajectoires de telle sorte qu'elles s'auto-

accomplissent le plus possible, à la faveur d'un support de premier degré (le tissu social lui-même) ajusté à la nature propre de ces trajectoires.

### **1.3. L'ontologie sociale flexibiliste**

La notion de proactivité est bel et bien centrale dans l'ESA. Nous verrons plus loin qu'elle peut se décliner selon une version « de gauche » et une version « de droite », mais ces deux versions ont un référent commun : une image de la société comme environnée de forces aveugles qui reçoivent constamment et irréversiblement la frontière entre les modes d'entrelacement jugés possibles des trajectoires individuelles et ceux jugés, au contraire, impossibles — avec pour implication que la société, composée irréductiblement de l'ensemble des trajectoires individuelles, sécrète constamment des changements de normes concernant les attitudes qu'un individu peut ou ne peut pas adopter dans la gestion de sa propre trajectoire d'existence. « Flexible » à l'égard de son environnement sans cesse changeant, le tissu social ne peut continuer — dans cette vision des choses — à supporter l'ensemble des trajectoires individuelles que si, à leur tour, chacune de ces trajectoires se laisse « flexibiliser » au gré des impératifs structuraux imposés au tissu social par son environnement. C'est l'ESA qui a pour charge de gérer cette *flexibilisation de second degré*, c'est-à-dire cette adaptation constante (de second degré) des modalités de gestion des trajectoires individuelles à l'adaptation constante (de premier degré) du tissu social à l'égard de son environnement.

Le discours de la flexibilité va cependant plus loin encore. Que ce soit à travers l'idée d'un « monde qui fuit en avant » (*runaway world*), celle d'une « dynamique du global » ou celle d'une « contrainte de globalisation », des auteurs comme Giddens (1999), Münch (1998), Aubrey (2000) et d'autres ont progressivement forgé l'image d'un *monde flexible*, c'est-à-dire d'un genre de « méta-environnement » sans extériorité, une structure tautologique qui n'a comme seul « environnement » qu'elle-même — de sorte que « flexible » et « réel » finissent par coïncider au sein d'un système complètement autoréférentiel et autofabricateur où la flexibilité n'est plus tant une norme que *la manière même dont le réel « est »*. Tous les tissus sociaux « locaux » en viennent alors, progressivement, à être vus comme un seul et même tissu qui s'autogénère, s'auto-entretient et s'automodifie : la manière optimale de gérer chaque trajectoire individuelle d'existence est alors, très clairement, d'*épouser la dynamique du système global* en empruntant ce que les anciens taoïstes appelaient la « voie de moindre résistance » — il s'agit avant tout, au sein d'un réel dont les forces sont constitutives de l'être même, d'insérer sa propre trajectoire dans la conjonction imprévisible et sans cesse

changeante de toutes les trajectoires, c'est-à-dire de trouver constamment sa juste place et sa juste force au sein de l'interdépendance généralisée.

Émerge ainsi une véritable ontologie « flexibiliste » (Arnsperger, 2003a), qui ne peut plus concevoir la politique sociale légitime *que comme une aide à la flexibilisation optimale des trajectoires* — faute de quoi la politique sociale revêtira le caractère rigide (donc contraire à la loi de l'être) que les anciens taoïstes attribuaient à l'intervention humaine contre-nature : « La métaphore aquatique est sans doute — et les penseurs chinois de tous bords l'ont bien perçu — la plus apte à évoquer le Dao : l'eau suit un cours naturel qui épouse les reliefs au lieu de chercher à les modifier, alors que l'homme n'a de cesse d'y résister ou d'y faire barrage : par les institutions, par le langage, par tout ce qui tend à fixer des normes, à imposer des cadres permanents » (Cheng, 1997 : 116-117).

## 2. L'ontologie sociale flexibiliste et la « nouvelle culture du risque »

Le mercredi 3 septembre 2003, une visite impromptue du site d'*Amazon.com* m'a fait trébucher sur une sous-page intitulée « *So you'd like to ... understand the world, then change it or lead it* », rédigée par un certain Alex Lightman, s'auto-désignant comme « *writer, CEO* ». Je ne pouvais m'attendre à une confirmation plus nette de l'hypothèse philosophique que j'explore dans ces pages : se voulant un guide de littérature à l'intention des personnes soi-disant « désireuses de changer le monde », il aligne sur le même plan, parmi d'autres, deux ouvrages taoïstes — le *Tao te king* et l'*Art de la guerre* — et un ouvrage de stratégie intitulé *The Natural Laws of Business : How to Harness the Power of Evolution, Physics, and Economics to Achieve Business Success*, ainsi que des travaux descriptifs tels que *Ruling the Waves: Cycles of Discovery, Chaos, and Wealth, from the Compass to the Internet* ou *The Universe in a Nutshell*. Ainsi, « comprendre » le monde revient à étendre à tout le réel, social y compris, un mécanisme scientifique sur lequel se greffera ensuite l'idée maîtresse de l'ontologie flexibiliste : « changer » le monde ou le « mener », c'est maîtriser stratégiquement les « lois naturelles » ou le « Tao » du *business*, c'est connaître « l'art de la guerre » par lequel on utilise la force de ce qui s'oppose à nous pour en tirer un bénéfice maximal — bref, c'est « régner sur les vagues » en s'aidant d'une « vision d'ensemble de l'Univers » pour « harnacher la puissance de l'évolution et de l'économie afin d'avoir du succès en affaires ».

Bien qu'il ne s'agisse là que d'un échantillon infime qui ne prouve pas scientifiquement une thèse, il n'en reste pas moins que cette page d'Internet récapitule assez admirablement les aspects centraux de l'ontologie flexibiliste et de la façon dont une trajectoire individuelle est censée s'autogérer en vue de maintenir en permanence une flexibilité optimale. Essayons de structurer davantage notre appréhension de cette ontologie — sachant qu'il ne s'agit pas, ici, d'un exercice purement académique, mais bien d'une tentative de *décodage idéologique* requise par les changements actuels de l'Etat social.

## 2.1. Trois traits saillants de l'ontologie sociale flexibiliste

### a) *Naturalisation de l'interaction sociale*

Le premier trait saillant de l'ontologie sociale flexibiliste, et peut-être le plus fondamental, est la *naturalisation de l'interaction sociale*. Même des analystes nuancés des mutations contemporaines semblent ne plus pouvoir résister à l'idée selon laquelle « le marché est le cadre *naturel* de la *communication* entre les hommes » (Canto-Sperber, 2003 : 37, mes italiques) — et si, suivant en cela notamment la sociologie luhmannienne (notamment Luhmann, 1984, 1998), on identifie la communication comme l'essence même du social, on en arrive aisément à présenter toute interaction sociale comme essentiellement *marchande* : toute communication (c'est-à-dire tout acte social) a lieu, dans cette optique, en ce « lieu de rencontre et de circulation » qu'est le marché « en son sens strict » (Canto-Sperber, 2003 : 33), éthiquement fondé sur l'idée que « si la diversité des opinions est une valeur en soi, l'échange et la concurrence sont les meilleurs moyens de la fortifier » (*ibid.* ; voir aussi Arnsperger, 2000 : 54-66). Outre le fait qu'une telle affirmation semble gommer trop aisément la distinction cruciale entre concurrence et émulation, il en ressort — du moins pour ceux qui, trop hâtivement, veulent ancrer « le marché » dans une justification normative à la mode — que si l'on y prend gare, la logique vente-achat-demande solvable et les *modes d'évaluation marchande* qui l'accompagnent (Boltanski et Thévenot, 1991 : 241-252) échapperont à toute critique sociale en tant qu'il s'agira dorénavant de « données naturelles » (et qui jugerait plausible de « critiquer » l'alternance des saisons, le pouvoir corrosif de l'acide sulfurique ou la parturition mammifère ?).

A y bien réfléchir, et à condition de prendre un certain recul au sein de l'histoire des idées, on se rend compte que cette naturalisation de l'interaction sociale en tant qu'interaction marchande coïncide avec une tendance lourde au niveau de l'épistémologie des sciences sociales : l'émergence d'une théorie économique qu'on peut qualifier de « monadologico-empiriste » (expression développée dans Arnsperger, 2003b) et, c'est absolument crucial, a

progressivement revendiqué le statut d'un *métalangage* ou d'un *méta-modèle*, plutôt que de continuer à se voir comme un langage ou un modèle historiquement et culturellement situé (Van Parijs, 1990 : 9-44 ; voir aussi Arnsperger, 2003c). Comme l'ont amplement développé Dupuy (1992, 1994, 2002) ainsi que Mirowski (2002), cette science économique a progressivement façonné dans l'imaginaire collectif l'idée selon laquelle la société est un *ensemble de mécanismes naturels complexes* analysables et pilotables par une sorte de « science cybernétique » : il faudrait comprendre et maîtriser les flux d'informations diverses qui font se mouvoir les individus, qui impulsent leurs trajectoires et les font s'entrelacer.

#### b) *Mécanisation de la critique sociale*

A côté de ce naturalisme, un deuxième aspect saillant de l'ontologie flexibiliste est la *mécanisation de la critique sociale*. Il serait certes injuste, et factuellement incorrect, de suggérer que la naturalisation des interactions sociales aurait, en quelque manière, sonné le glas de toute posture de critique sociale : au contraire, la philosophie politique, l'éthique sociale et l'« économie normative » se donnent pour tâche de construire méthodiquement un recul réflexif sur la société (Van Parijs, 1991 ; Fleurbaey, 1995 ; Arnsperger et Van Parijs, 2000). *De facto*, cependant, la *limite externe* de ce recul réflexif est de plus en plus souvent fixée par le naturalisme monadologico-empiriste.

Un symptôme clair de ce biais réside dans le privilège croissant qu'accorde l'éthique sociale, et surtout l'économie normative, à la *gestion publique des incitations* et à l'« *optimal mechanism design* » (Maskin, 1985) : la tâche centrale de la critique sociale est de penser — et, dans la foulée, de proposer à la puissance publique — des mécanismes d'interaction tels que les individus, à la manière de « billes » que l'on ferait rouler sur un plan incliné, tracent leurs trajectoires de façon à ce qu'un certain critère normatif (qu'il soit distributif ou procédural) se trouve maximalement satisfait. On « mécanise » ainsi la critique sociale en ce sens qu'elle n'a plus du tout pour objectif de stimuler la conscience des individus quant à leur destin collectif et quant aux contraintes qu'ils acceptent ou pas de voir peser sur eux ; au contraire, l'ensemble des individus et l'ensemble de leurs trajectoires d'existence sont traités comme des « matières premières » aveugles qu'un *designer* talentueux peut, en leur faisant transmettre les « signaux informationnels » adéquats à travers le mécanisme social optimal, canaliser en fonction de l'objectif global qu'il juge souhaitable. La métaphore la plus adéquate semble ici être celle du jardinier-paysagiste, dans la mesure où ce dernier se sert de l'essence naturelle de toutes les plantes afin de l'infléchir (par des tuteurs, des taillages, des terrassements, etc.) vers le but global qu'il s'est donné : un type de jardin particulier, ou un

profil paysager particulier. Aucune des plantes ne « connaît » cet objectif global, mais une fois taillées, dirigées, canalisées, etc., toutes les plantes ensemble pousseront « mécaniquement » en s'adaptant aux contraintes que leur impose le dessein du jardinier-paysagiste.

Quelle que soit la configuration de ces contraintes « inventées » par le *designer*, il est certain que chacun des individus dont la trajectoire d'existence sera soumise à ces contraintes, devra faire preuve — comme les plantes le font naturellement quand elles se lovent autour d'un obstacle, le contournent ou s'y accrochent — d'une constante *adaptabilité*. Si le *designer* (qui est souvent le critique social soucieux d'une société « bien formatée », allié au décideur politique soucieux d'édicter et de mettre en œuvre de « bonnes règles ») a pour vocation précisément d'imaginer les « meilleures » contraintes possibles en fonction de son objectif global, le mode de fonctionnement des individus, quant à eux, est d'une part de *percevoir* ces contraintes et d'autre part de s'y *adapter* — l'adaptation simultanée de tous les individus au jeu de contraintes créées par le *designer* étant alors ce qui mènera, selon le plan prévu et inscrit *dans* ces contraintes, à une société « optimale ».

Cette vision mécaniste de la critique sociale peut, bien évidemment, servir à légitimer n'importe quel mécanisme social, n'importe que jeu de règles selon ce que le *designer* considère comme l'optimum à atteindre. En particulier, rien n'oblige cet optimum visé à correspondre lui-même à une quelconque « nature » ; c'est cependant *en combinant la critique sociale « mécanisée » avec une vision « naturaliste » des interactions sociales elles-mêmes* que le *designer* en arrivera à recommander comme optimal — et à suggérer aux décideurs politiques — le jeu de règles et de contraintes qui reproduira le plus fidèlement possible le « cadre naturel » de l'interaction humaine. Du coup, si ce cadre naturel est identifié (comme suggéré précédemment) avec « le marché », la boucle sera bouclée : une critique sociale authentiquement soucieuse d'un monde social meilleur en viendra à proposer des règles d'interaction sociale compatibles avec l'extension à un nombre aussi étendu que possible de domaines de la vie, de l'évaluation marchande : adaptabilité à la « demande », capacité à être « concurrentiel » et « visible », capacité à regagner sans cesse la confiance du « client », etc. En d'autres termes, la meilleure manière d'inciter les individus à construire (malgré eux, mais pour leur plus grand bonheur) une société optimale sera de *marchandiser autant que possible leurs trajectoires d'existence*, afin qu'elles puissent correspondre au mieux à ce que la critique sociale en question voit comme le « cadre naturel » de leur auto-accomplissement.

Ainsi, le courant néo-existentialiste peut aisément se brancher sur cette conception de l'évaluation marchande comme vecteur de l'accomplissement « naturel » de toute trajectoire d'existence — y compris et jusque dans les aspects les plus problématiques comme le stress ou l'atomisation relationnelle, vus alors comme des effets pervers ou des conséquences malheureuses de la marchandisation, compensables par des adjuvants communautaires ou familiaux (comme chez Giddens, 1998 : 69-98) ne remettant guère en cause le *bien-fondé ontologique* de cette marchandisation. Certains ont même diagnostiqué une inversion totale des valeurs par l'évaluation marchande, sur le mode orwellien de « *slavery is freedom* » : « La conscience est ravalée sur le mécanisme marchand omniprésent, (...) se trompant elle-même de façon propagandiste : la souffrance au travail, c'est l'autoréalisation ; la crainte de la concurrence, c'est l'auto-affirmation ; l'obsession de la performance, c'est l'expérience de soi ; la dépendance, c'est la responsabilité pour soi-même ; la solitude totale, c'est l'autolibération » (Kurz, 1999 : 620-621).

### c) *Symétrisation des relations de domination*

A la faveur

- de la naturalisation des interactions,
- de la mécanisation de la critique
- et de leur conjonction en une marchandisation toujours plus profonde des trajectoires individuelles d'existence,

un troisième trait saillant de l'ontologie flexibiliste est la tentative constante de *produire un discours de symétrisation des relations de domination*. C'est peut-être ici que se révèle l'une des dimensions les plus ouvertement idéologiques du projet de l'ESA. Dans un monde « flexibilisé », c'est-à-dire naturalisé et marchandisé, et de surcroît interprété à travers les lunettes du courant connexionniste, l'*horizontalité* des réseaux et la *symétrie* des interdépendances peut être invoquée pour gommer, ou en tout cas minimiser, à la fois la *verticalité* des hiérarchies « réellement existantes » et l'*asymétrie* des dépendances elles aussi « réellement existantes ».

Certes, comme de nombreux observateurs l'ont fait remarquer (voir notamment Rifkin, 1995 ; Gorz, 1997 ; Veltz, 2000), il y a sans nul doute eu au cours des années 1980 et 1990 de réels changements dans les modes d'organisation et dans les modes de transaction : ni les relations patrons-employés, ni les relations entreprises-clients ne sont plus les mêmes qu'à l'époque pré-connexionniste. En particulier, l'effet de la marchandisation de plus en plus profonde de *toutes* les trajectoires d'existence a été d'instaurer un rapport « flexibilisé » de

*chacune* des trajectoires à l'espace et au temps, que Veltz (2000 : 114) résume par cette double expression : « 'productivité' par la relation, 'productivité' devant l'événement ». Rien dans ces changements, si profonds soient-ils, n'implique la disparition des asymétries et des verticalités ; et pourtant, sous l'effet de facteurs dont la déconstruction dépasserait malheureusement le cadre de cette étude (voir notamment Boltanski et Chiapello, 1999 : 93-153, 291-343 ; Veltz, 2000 : 173-190), le discours tant managérial qu'académique a en grande partie glissé vers la symétrie et l'horizontalité : « [Les] nouvelles contraintes de l'entreprise pèsent à l'évidence sur les hommes ; on leur demande de changer pour suivre le mouvement. Dans l'ancien modèle, l'entreprise fonctionnait comme un orchestre de musique classique : la partition est déjà écrite, il suffit à chacun des musiciens de la lire — avec talent, si possible — en suivant les indications de la baguette du chef d'orchestre. L'entreprise d'aujourd'hui — et, plus encore, de demain — s'apparente plutôt à un ensemble de jazz : on choisit un thème et chaque musicien compose librement les notes selon son inspiration. L'un d'entre eux peut prendre l'initiative de jouer un solo et les autres s'adaptent » (Aubrey, 2000 : 44-45).

Le vocabulaire de la « collaboration », voire celui du « partenariat », a dès lors tendance à supplanter le vocabulaire de l'« emploi », et *a fortiori* celui de la « soumission forcée » ; on ne licencie plus un employé, on se sépare d'un collaborateur ; on n'exploite plus les prolétaires, on exige que les personnes moins qualifiées utilisent au maximum la liberté d'inspiration que leur octroie le changement constant du monde ... Marx lui-même disait déjà que l'ouvrier avait besoin du capitaliste mais que le capitaliste avait également besoin de l'ouvrier — sans que cela n'affecte l'asymétrie constitutive de leurs rapports, liés à la distribution des droits de propriété privée du capital ; aujourd'hui, tous les « collaborateurs » et « partenaires » d'une entreprise, et par conséquent toutes les entreprises à leur tour, sont présentés comme se trouvant insérés ensemble dans un « mouvement » de changement qui leur impose d'organiser leurs activités dans une apparente horizontalité. Vocabulaire de la « disparition des sociétés traditionnelles divisées en grands groupes » (Beck, 1986 : 139-143 ; voir aussi Decker et Hecker, 2002), parfaitement congruent, au demeurant, avec l'idée fondatrice de l'ESA selon laquelle le « tissu social » est à la fois le produit et le support de trajectoires d'existence *individuelles*, se différenciant par des orientations horizontales diverses mais pas par des niveaux verticalement différenciés.

## 2.2. « Gestion de trajectoire » et prise de risque : Vers une collectivité « proactive »

Une société dans laquelle individus et collectivité cherchent à exister en congruence avec l'ontologie flexibiliste (naturalisation de l'interaction sociale, mécanisation de la critique sociale, symétrisation rhétorique des relations de domination) s'avère alors être une société dans laquelle, d'une part, chaque individu prend en charge la gestion de sa propre trajectoire et, d'autre part, la collectivité lui fournit le cadre optimal pour que cette prise en charge puisse être réelle. Or, comme l'ont notamment montré Beck (1986) et Giddens (1991, 1994), la conjonction croissante de risques « externes » et de risques « socialement fabriqués », conjointe à l'acceptation politique d'un « monde de la fuite en avant » (Giddens, 1999) inscrit de plus en plus chaque trajectoire individuelle d'existence dans un réseau de *peurs* et d'*angoisses* liées non plus, comme autrefois, au besoin mais plutôt au *risque* et à l'indétermination croissante des trajectoires. Pour chaque individu, *la gestion de trajectoires est donc, avant toute autre chose, une gestion du risque individuel et du risque social.*

Dans la mesure où l'on parle de « protection sociale », on part du principe que l'un des rôles principaux de la collectivité est de *protéger l'individu contre divers risques* (Ewald, 1986). Un risque provient toujours d'un événement extérieur (intempérie, maladie, accident, perte d'emploi, etc.), mais on peut considérer que l'individu pour qui un certain risque se matérialise a eu *un rôle plus ou moins actif* dans ce qui « lui arrive ». Dans la façon dont on évalue la participation d'un individu à la matérialisation d'un risque, deux grandes considérations entrent en ligne de compte, et elles ne sont pas indépendantes l'une de l'autre : d'une part, on se demande dans quelle mesure ce qui est arrivé à l'individu a été le résultat d'un *choix volontaire* ou seulement d'une *circonstance involontaire* ; d'autre part, dans le cas où le choix semble volontaire, on se demande si l'individu avait ou non toute l'information nécessaire pour faire un choix volontaire *informé*, et s'il avait les moyens réels de *rechercher* l'information en question. L'idée de base, où ces deux considérations se combinent, est la suivante : si un malheur arrive alors que la victime était parfaitement informée des mesures à prendre pour minimiser la probabilité de réalisation du risque, alors soit la personne n'a pas fait usage de l'information pertinente alors qu'un tel usage aurait éliminé tout risque, et elle est responsable de son malheur ; soit le risque ne pouvait être éliminé même avec une information parfaite, et alors l'individu ne porte aucune responsabilité.

Ce raisonnement n'a bien sûr de pertinence que si l'on considère l'individu comme la cellule de base porteuse de la réalisation d'un risque. La collectivité est alors un dispositif de *mutualisation* des risques, et chaque déconvenue frappant *un individu* met au défi le groupe

de tous les individus : allons-nous (et comment chacun de nous va-t-il) intervenir en renonçant à certaines ressources afin d'adoucir les effets de cette déconvenue ? Il est clair qu'indépendamment de savoir qui paie combien, le coût collectif global pour un ensemble de déconvenues sera d'autant moins élevé que l'on n'interviendra que pour les déconvenues où la prise de risque a été faible : en d'autres termes, les risques dont la réalisation n'a pas pu être évitée malgré la parfaite information de l'individu et malgré toute l'ingéniosité qu'il aura pu mettre en œuvre pour réduire la probabilité d'un sinistre. Nous ne serions donc protégés que contre les sinistres pour lesquels nous pouvons prouver que nous avons mis en œuvre tout ce qui était en notre pouvoir pour les éviter.

Une société dans laquelle chaque individu posséderait, d'une part, toute l'information nécessaire à l'élimination des risques individuels parfaitement évitables et à la minimisation de la probabilité des sinistres imparfaitement évitables et, d'autre part, la pleine capacité intellectuelle, émotionnelle, etc., pour faire un usage optimal de cette information, serait une société d'*individus pleinement autonomes*, au sens où *chaque individu ferait peser sur la solidarité collective le poids le plus faible possible*. Car c'est bien là l'implication principale de la prise en charge par l'individu de sa propre trajectoire : « se » prendre en « charge », c'est par définition ne pas « charger » les autres. Toute conception de l'ESA vise ainsi un ensemble d'individus autonomes au sens très précis que je viens de signaler, à savoir des individus qui mettent continuellement tout en œuvre — y compris dans la *nature* de leurs choix (d'alimentation, de travail, d'activité physique, etc.) — pour que le poids de leurs choix rejaillisse le moins possible sur la collectivité. Cette attitude particulière s'appelle l'« activation » : les individus *s'activent* de telle sorte qu'avant d'avoir recours à la solidarité collective, ils ont tenté au préalable d'« *épuiser activement* » toutes les possibilités de « s'en sortir par eux-mêmes », *c'est-à-dire essentiellement de prévenir les risques évitables et de minimiser les risques partiellement évitables*.

Dans un tel cadre, le rôle *premier* de l'État est double. Il s'agit tout d'abord de rendre collectivement disponible autant d'information que possible sur les diverses façons d'éviter ou de minimiser divers risques totalement ou partiellement évitables — et dans ce cadre, l'État possède l'avantage de la taille et de la possibilité d'exploiter les rendements d'échelle dans la collecte des informations, ce qui lui donne un rôle « coordinateur » optimal. L'autre composante du rôle premier de l'État, qui est tout aussi cruciale, est celle de fournir à tous les individus la plus grande capacité possible (au plan technique aussi bien qu'au plan cognitif) d'accès à cette information disponible et de son utilisation optimale. Le rôle premier de l'État est donc celui d'un *facilitateur*, d'un agent de coordination centralisant l'information

pertinente et d'un agent de « capacitation » rendant cette information à la fois accessible et effective pour tout le monde. Loin de n'impliquer aucune intervention publique, un tel rôle requiert des investissements dans divers domaines, dont principalement l'éducation de base (civique, sanitaire, etc.), l'accès aux outils informatiques de collecte des données, et globalement la création d'une sorte de « culture de la prévention » dans les principaux « domaines à risque » que sont la santé, le chômage, l'éducation des jeunes enfants, et le vieillissement.

Or, on le voit, ce genre d'État oriente son activité principalement vers la possibilité pour les individus eux-mêmes de remédier aux risques qui grèvent leurs trajectoires de vie. En ce sens, on parlera d'un *État social activateur ou proactif*. La cellule de l'« activité » est en effet l'individu « gestionnaire de trajectoire », non l'État ; ce dernier n'oriente sa propre activité que vers les possibilités d'activation des individus. Le projet de l'ESA s'articule ainsi sur toute l'ontologie sociale flexibiliste que nous avons décrite, et il n'est donc pas une simple réforme superficielle du rôle de l'État : c'est bel et bien un projet de *refonte sociale* où une nouvelle forme de lien entre individu et collectivité verrait le jour, facilitée par une série de mesures particulières de la part des institutions publiques.

### 3. L'inversion de la solidarité et l'avènement de l'« État-entrepreneur »

Il existe essentiellement deux versions de cet « Etat social proactif » : une version « de gauche » et une version « de droite ». Comme nous allons le voir, leurs soubassements normatifs sont en partie différents ; il s'avèreront cependant, *in fine*, impliquer l'un comme l'autre une inversion du sens même de la solidarité — ce qui indique un changement profond de conception de la justice sociale — et, avec cette inversion, une affirmation du modèle d'un « Etat entrepreneur », caractérisé par des objectifs et des instruments qui en font un paradigme transformateur du secteur public.

#### 3.1. Version de droite, version de gauche

##### a) Version de droite

Une interprétation de droite de la notion d'activation consiste à poser l'État comme l'agent disciplinaire qui ré-active des personnes anciennement exemptes de toute obligation, et qui se

cachait dans l'ombre d'une Sécurité sociale trop permissive, et en ce sens trop « passive ». Il s'agirait donc d'un État social qui « resserre les vis », qui remet au travail les talents gaspillés, qui déloge les oisifs et les rappelle à leurs devoirs civiques de participation, qui remet éventuellement certaines femmes à la maison parce que leur indéniable libération nuit malheureusement à la société dans son ensemble, etc. (Murray, 1988 ; Mead, 1992).

Dans cette vision de droite, on a donc affaire à un État social qui réagit aux changements structurels de la société et de l'économie en les voyant comme les révélateurs de ce qui, en réalité, aurait dû être fait depuis bien longtemps : une reprise en main paternaliste des membres de la société les plus fragiles. Un tel État social aura tendance à raisonner en termes de *schémas de sanction* : menace de fin de droits pour les personnes refusant de se former et/ou d'accepter provisoirement des travaux où elles sont sous-qualifiées, et plus généralement menace de retirer tout soutien de revenu aux personnes donnant l'impression qu'elles ne veulent pas obéir à leur devoir civique de participation (y compris à leur devoir de formation), etc.

#### *b) Version de gauche*

De l'autre côté, une interprétation *de gauche* de la notion d'activation consiste à poser l'État comme l'agent protecteur qui aide tous les membres de la société à mieux prévenir les « nouveaux risques sociaux », là où l'ancien État providence — en cela trop « passif » — ne faisait que compenser après l'événement la matérialisation des risques (chômage, maladie, vieillesse, etc.). Il s'agirait donc d'un État social qui, bien qu'il prenne lui aussi les évolutions actuelles comme des faits purement exogènes sur lesquelles il n'a aucun pouvoir, entend fournir à ses citoyens les moyens matériels et intellectuels pour « s'en sortir » face à ses évolutions, et même en tirer profit par une vie meilleure, mieux adaptée et plus participative, plus flexible mais plus variée, plus stressante mais plus intense, etc. Cet État social forme ses membres, les encourage à mieux se soigner par la prévention, les incite à épargner davantage pour ne pas se trouver sur la paille après l'âge de la retraite, accroître en même temps cet âge de façon à promouvoir un « vieillissement actif », et ainsi de suite (Vandenbroucke, 1999).

Dans cette vision de gauche, on a donc affaire à un État social qui réagit aux changements structurels de la société et de l'économie en les voyant comme des opportunités pour faire ce qui, ici aussi, aurait dû être fait depuis bien longtemps : une valorisation positive de la participation (non d'abord comme un devoir, mais comme un droit), une valorisation de la prévention des risques sociaux évitables, donc une responsabilisation individuelle face à des aléas supportés financièrement par la collectivité. Un tel État social aura tendance à raisonner

en termes de *schémas d'induction* : soutien de revenu conditionnel à l'acceptation de formations ou de recyclages, subsidiation prioritaire de la médecine préventive (quitte à rendre par là la médecine réparatrice plus chère, donc moins attrayante), etc.

Ces descriptions sont un peu schématiques, mais elles traduisent le clivage qui peut exister entre deux conceptions d'une même notion : dans les deux cas, l'architecture classique de l'État social est dénoncée comme « passive » parce que dépassée par les événements — mais dans l'interprétation de droite, cette dénonciation appelle le retour aux « vraies valeurs » que l'État social classique avait fait s'effriter ; alors que dans l'interprétation de gauche, la même dénonciation de l'État social classique est vue comme l'éclosion de nouvelles opportunités pourvu que les acteurs individuels prennent davantage leur destin en main et cessent de demander aux administrations de la Sécurité sociale d'être responsables à leur place.

*c) Deux manières différentes de s'« adapter »*

En somme, ces deux conceptions de l'ESA signalent deux manières fondamentalement différentes pour un État de réagir face à des évolutions socioéconomiques perçues comme « naturelles » au sens du naturalisme discuté plus haut :

- Dans la vision réactionnaire comme dans la vision progressiste, l'État conçoit ces évolutions comme des événements qui montrent à quel point l'Etat providence classique a créé des distorsions, des inadaptations, et il en appelle d'urgence à une réadaptation des attitudes et des modes d'action individuels afin que s'installe une plus grande conformité avec la « nouvelle nature des choses ».
- Cependant, dans la vision progressiste, l'État social adopte essentiellement une optique de *facilitation d'adaptations qu'il espère porteuses de sens positif pour tous*, alors que l'État social réactionnaire adopte surtout une optique de *contrainte d'adaptations ordonnées exclusivement à la survie (très inégale) de tous au sein du système socioéconomique dont il pense qu'il fonctionne pour le plus grand bien de la société dans son ensemble (mais pas de tous les individus)*.

Pour le dire d'une autre manière, l'État social de droite tendra à adopter au sein d'une évolution socio-économique *considérée comme donnée* une éthique sociale *utilitariste* (maximisation de la somme des indices de bien-être de tous les membres de la société, voir Arnsperger et Van Parijs, 2000 : 15-28), optique dont on sait qu'elle peut justifier le

« sacrifice » de certains individus au profit du bien-être global — de sorte qu'il est plausible de rappeler de force certaines personnes à un « devoir de participation » qui serait le leur en tant que membres de la société ; l'État social de gauche tendra, quant à lui, à adopter au sein de la même évolution socio-économique *considérée comme donnée* une éthique sociale *réel-égalitariste* (voir Arnsperger et van Parijs, 2000 : 56-81), et visant plus précisément l'égalisation des chances réelles de tous — de sorte qu'il est crucial de donner à tous les chances maximales et égales de participer à une activité socialement utile, étant donné que le déni de participation (par le chômage, surtout) est impossible à compenser financièrement.

### **3.2. Inversion de la solidarité : L'individu est responsable pour la collectivité**

Si la version de droite de l'ESA se reçoit avant tout d'une conception de la participation sociale comme devoir, alors que la version de gauche penche plutôt pour une vision de la participation comme droit, l'une comme l'autre sont fermement ancrées dans l'ontologie sociale flexibiliste : dans la mesure où « la société » n'est que le *support émergent* de l'ensemble des trajectoires individuelles d'existence qui la *font émerger*, cette « société » ne peut fournir des « moyens d'existence » aux individus que de deux manières hiérarchiquement ordonnées : (1) au premier degré, ma trajectoire individuelle respecte l'ontologie sociale si elle tire ses moyens d'existence de ses propres *intersections* avec d'autres trajectoires, intersections qui signalent l'« utilité sociale » de ma trajectoire particulière ; (2) et au second degré c'est la collectivité, en tant qu'*exécutant institutionnel de cette entité auto-soutenue qu'est ici « la société »*, qui octroie aux diverses trajectoires individuelles les moyens qu'elle juge légitimes pour que chaque trajectoire puisse *pleinement* respecter l'ontologie flexibiliste.

Il est évident que cette intervention de second degré, seule marge de manœuvre légitime de l'ESA, est entièrement contrainte par la normativité présidant aux interactions de premier degré. En d'autres termes, l'ESA peut être extrêmement généreux (dans les limites de sa vocation exclusivement proactive) si, au sein même de l'ontologie sociale flexibiliste, une grande place est laissée à l'idée que certaines inégalités dans la « gestion de trajectoire » ne sont pas naturelles, et doivent donc être compensées par des transferts facilitateurs — ce qui est en général la position de la version de gauche ; en revanche, si le naturalisme va jusqu'à considérer que les inégalités « de départ » qui empêchent certains individus d'être de bons gestionnaires de trajectoire sont elles-mêmes naturelles (voir notamment l'idéologie sous-jacente à Herrnstein et Murray, 1994), alors l'ESA peut devenir très peu généreux, voire

dégénérer dans la pure assistance sociale de type victorien — ce qui a tendance à ressortir de la version de droite.

Quoi qu'il en soit, dans une version comme dans l'autre on accepte un présupposé socio-ontologique lourd : tout en étant, avec les autres trajectoires auxquelles elle s'enchevêtre, la source même de « la société », chaque trajectoire individuelle d'existence doit renoncer à voir en retour dans « la société » la source de sa propre autonomie. L'idée que, pour avoir un accès égal aux bénéfices potentiels d'une interaction sociale naturalisée, chaque individu doit accepter d'optimiser sa gestion personnelle de risque repose sur une *notion particulière de réciprocité*. En somme, à la lumière de toutes les analyses précédentes, on peut dire que l'ESA établit un double lien entre « activation » et solidarité. Élargissant la notion de réciprocité proposée par White (2000), on peut affirmer que d'un côté, l'activation garde un aspect de solidarité des mieux lotis envers les moins bien lotis : il s'agit bien de financer des mesures qui permettront à ces derniers d'accroître au maximum leurs chances de participation, c'est-à-dire leurs chances d'autoréalisation ; d'un autre côté, cependant, l'activation apparaît massivement comme un signe de *solidarité des moins bien lotis envers les mieux lotis* : il s'agit pour les précédents de gérer optimalement les risques par définition plus importants qu'ils encourent, afin de minimiser le poids collectif de leurs décisions.

La forme d'État social qui « colle » le mieux à cette conception inversée de la solidarité est celle que Osborne et Gaebler (1992) ont qualifiée à travers tout un réseau de vocables qui se complètent mutuellement, notamment : *catalytic government*, *enterprising government*, *anticipatory government*. Dans des termes caricaturaux, mais qui rappellent malgré tout fortement ceux de Blair (1998) ou de Vandembroucke (1999), ils rappellent le lien entre la vision entrepreneuriale de l'État social et le « *solidarisme responsabiliste* » que nous venons de circonscrire : « Le modèle bureaucratique a apporté dans son sillage la préoccupation de la fourniture de services—il s'agit alors de *ramer*. Et les organisations qui concentrent le meilleur de leurs énergies sur le fait de ramer se consacrent rarement à tenir en même temps le gouvernail. Parce qu'elles sont programmées pour penser le gouvernement en termes de la fourniture de services par des professionnels et des bureaucrates, elles attendent qu'un problème soit devenu une crise, puis proposent de nouveaux services aux personnes concernées — les sans-abri dans la rue, les victimes d'échec scolaire, les consommateurs de drogues. Nous dépensons dès lors d'énormes sommes pour traiter des symptômes — avec davantage de police, davantage de prisons, davantage de transferts sociaux, et des dépenses de santé plus élevées — tandis que les stratégies de prévention deviennent le parent pauvre » (Osborne et Gaebler, 1992 : 220).

## 4. Conclusion

L'objectif de ces pages a été de mettre en évidence les principaux soubassements philosophiques, et en particulier socio-ontologiques, qui ont présidé à l'avènement d'un tel solidarisme responsabiliste.

Cette mutation profonde dans les buts et les moyens de l'État social ne saurait être compris simplement à partir du resserrement — du reste bien réel — des contraintes de financement public dont la plupart des nations occidentales ont fait l'expérience depuis les années 1980. Si ce resserrement financier a bien entendu joué un rôle important, on ne peut cependant comprendre à partir de lui seul pourquoi les pays en question n'ont pas, pour l'essentiel, œuvré de concert pour recouvrer les marges de manœuvre requises par le solidarisme « à l'ancienne » — ce qui aurait, en particulier, signifié un « halte-là » signifié aux processus de globalisation économique et financière des années 1990. Certes, comme l'a notamment montré Lordon (2000), les contraintes de financement public ont été déterminantes dans la dérégulation ; la thèse de cette étude est cependant que sans un accord philosophique plus profond, sans la séduction exercée par l'ontologie sociale flexibiliste sur les catégories dirigeantes (socialistes pour la plupart) dans les pays occidentaux, le solidarisme responsabiliste et le paradigme de l'État-entrepreneur n'auraient pas eu la destinée que nous leur connaissons aujourd'hui.

Si l'ontologie sociale flexibiliste a pu se renforcer de la sorte, et infiltrer même les cercles politico-idéologiques anciennement tournés vers un horizon révolutionnaire radical (Giddens, 1994 ; Callinicos, 2000 ; Moreau, 2003), c'est que l'idéal d'un capitalisme connexionniste, flexible *et* « égalitaire » exerce un pouvoir de séduction bien puissant, en dépit des contradictions patentes qu'une réflexion critique sérieuse ne tarderait pas à y faire apparaître.

## Références bibliographiques

Arnsperger, Ch. (2000), « Échange, besoin, désir : L'économie de marché comme enjeu-clé de l'éthique économique contemporaine », *Revue d'Éthique et de Théologie Morale – Le Supplément*, n° 213, pp. 47-82.

Arnsperger, Ch. (2003a), « Flexibilités antiques, flexibilité contemporaine : Comment déconstruire et subvertir les naturalismes ? », in M. de Nanteuil-Miribel (éd.), *Quelle flexibilité ?*, Paris, Éditions d'Organisation, à paraître.

- Arnsperger, Ch. (2003b), « Épistémologie économique et émancipation sociale : Essai sur l'actualité d'une posture critique interne en économie », *Æconomia (Économies et sociétés, Cahiers de l'ISMEA)*, à paraître.
- Arnsperger, Ch. (2003c), *Philosophie et épistémologie de la science économique*, polycopié, Université catholique de Louvain.
- Arnsperger, Ch. et Ph. Van Parijs (2000), *Éthique économique et sociale*, Paris, La Découverte.
- Aubrey, B. (2000), *L'entreprise de soi*, Paris, Flammarion.
- Beck, U. (1986), *Risikogesellschaft : Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Francfort, Suhrkamp.
- Beck, U. et E. Beck-Gernsheim, eds. (1998), *Riskante Freiheiten : Individualisierung in modernen Gesellschaften*, Francfort, Suhrkamp.
- Beck, U., A. Giddens et S. Lash (1996), *Reflexive Modernisierung : Eine Kontroverse*, Francfort, Suhrkamp.
- Blair, A. (1998), *The Third Way : New Politics for the New Century*, Fabian Pamphlet 588, Londres, The Fabian Society.
- Boltanski, L. et E. Chiapello (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Boltanski, L. et L. Thévenot (1991), *De la justification : Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- Callinicos, A. (2000), *Equality*, Cambridge, Polity.
- Callinicos, A. (2001), *Against the Third Way : An Anti-Capitalist Critique*, Cambridge, Polity.
- Canto-Sperber, M. (2003), *Les règles de la liberté*, Paris, Plon.
- Castells, M. (1996), *The Rise of the Network Society*, Oxford, Basil Blackwell.
- Cheng, A. (1997), *Histoire de la pensée chinoise*, Paris, Seuil.
- Decker, P. et K. Hecker (2002), *Das Proletariat : Die große Karriere der lohnarbeitenden Klasse kommt an ihr gerechtes Ende*, Munich, GegenStandpunkt.
- Dupuy, J.-P. (1992), *Introduction aux sciences sociales : Logique des phénomènes collectifs*, Paris, Ellipses.
- Dupuy, J.-P. (1994), *Aux origines des sciences cognitives*, Paris, La Découverte.
- Dupuy, J.-P. (2002), « La Cité-Machine », *Le Banquet*, n° 17, pp. 107-119.
- Ewald, F. (1986), *L'État providence*, Paris, Grasset.
- Fleurbaey, M. (1995), *Théories économiques de la justice*, Paris, Economica.
- Giddens, A. (1991), *Modernity and Self-Identity : Self and Society in the Late Modern Age*, Cambridge, Polity.
- Giddens, A. (1994), *Beyond Left and Right : The Future of Radical Politics*, Cambridge, Polity.
- Giddens, A. (1998), *The Third Way : The Renewal of Social Democracy*, Cambridge, Polity.
- Giddens, A. (1999), *Runaway World : How Globalization is Reshaping Our Lives*, Cambridge, Polity.
- Gorz, A. (1997), *Misères du présent, richesse du possible*, Paris, Galilée.
- Hall, P. (1993), « Policy Paradigms, Social Learning and the State : The Case of Economic Policy-Making in Britain », *Comparative Politics*, vol. 25, pp. 275-296.
- Herrnstein, R.J. et Ch. Murray (1994), *The Bell Curve : Intelligence and Class Structure in American Life*, New York, Free Press.
- Kurz, R. (1999), *Schwarzbuch Kapitalismus : Ein Abgesang auf die Marktwirtschaft*, Francfort, Eichborn.
- Lordon, F. (2000), *Fonds de pension, piège à con ? Mirage de la démocratie actionnariale*, Paris, raisons d'agir.
- Luhmann, N. (1984), *Soziale Systeme*, Francfort, Suhrkamp.
- Luhmann, N. (1998), *Die Gesellschaft der Gesellschaft*, Francfort, Suhrkamp.
- Luhmann, N. (2002), *Einführung in die Systemtheorie*, Heidelberg, Karl-Auer-Systeme Verlag.
- Macpherson, C.B. (1962), *The Political Theory of Possessive Individualism : Hobbes to Locke*, Oxford, Clarendon Press.
- Manent, P. (1987), *Histoire intellectuelle du libéralisme : Dix leçons*, Paris, Calmann-Lévy.

- Maskin, E. (1985), « The Theory of Implementation in Nash Equilibrium : A Survey », in L. Hurwicz et alii (eds), *Social Goals and Social Organization : Essays in Memory of Elisha Pazner*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Mead, L. (1992), *The New Politics of Poverty : The Non-Working Poor*, New York, Free Press.
- Mirowski, Ph. (2002), *Machine Dreams : Economics Becomes a Cyborg Science*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Moreau, J. (2003), *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, Paris, Hachette Pluriel.
- Münch, R. (1998), *Globale Dynamik, lokale Lebenswelten : Der schwierige Weg in die Weltgesellschaft*, Francfort, Suhrkamp.
- Murray, Ch. (1988), *In Pursuit of Happiness and Good Government*, New York, Simon and Schuster.
- Osborne, D. et T. Gaebler (1992), *Reinventing Government : How the Entrepreneurial Spirit is Transforming the Public Sector*, Reading (Mass.), Addison-Wesley.
- Rifkin, J. (1995), *The End of Work : The Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era*, New York, Tarcher/ Putnam.
- Rifkin, J. (2000), *The Age of Access : The New Culture of Hypercapitalism, Where All of Life is a Paid-for Experience*, New York, Tarcher/ Putnam.
- Shapiro, C. et H. Varian (1998), *Information Rules : A Strategic Guide to the Network Economy*, Cambridge (Mass.), Harvard Business School.
- Stehr, N. (2002), *Knowledge and Economic Conduct : The Social Foundations of the Modern Economy*, Toronto, University of Toronto Press.
- Taylor, Ch. (1979), « Atomism », in A. Kontos (ed.) *Powers, Possessions and Freedom*, Toronto, University of Toronto Press, pp. 39-61.
- Van Parijs, Ph. (1990), *Le modèle économique et ses rivaux : Introduction à la pratique de l'épistémologie des sciences sociales*, Genève, Droz.
- Van Parijs, Ph. (1991), *Qu'est-ce qu'une société juste ? Introduction à la pratique de la philosophie politique*, Paris, Seuil.
- Vandenbroucke, F. (1999), « L'État social actif : Une ambition européenne », Conférence Den Uyl, Amsterdam, 13 décembre 1999, texte dactylographié.
- Veltz, P. (2000), *Le nouveau monde industriel*, Paris, Gallimard.
- White, S. (2000), « Social Rights and the Social Contract : Political Theory and the New Welfare Politics », *British Journal of Political Science*, vol. 30, pp. 507-532.